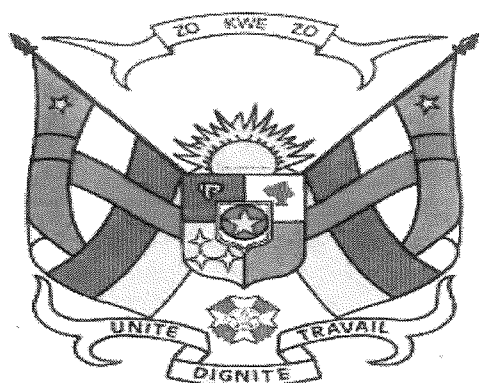


REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité- Dignité- Travail



Allocution de Son Excellence, Madame Catherine SAMBA PANZA, Chef de l'Etat de Transition de la République Centrafricaine à l'occasion de la 70^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies 2015.

(NEW YORK, 30 SEPTEMBRE 2015)

**Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat ;
Mesdames et Messieurs les Chefs de Gouvernement ;
Monsieur le Président de la 70^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;
Mesdames et Messieurs;
Distingués Représentants;**

Le Chef de l'Etat de la Transition, Son Excellence **Catherine Samba-Panza** aurait bien voulu vous adresser personnellement ce message afin de remercier les Nations Unies pour le soutien inestimable au processus de la transition en République Centrafricaine. Malheureusement, la résurgence de la violence depuis le 25 Septembre à Bangui la capitale, l'a obligé à regagner le pays plus tôt que prévu. Elle m'a donc chargé de vous livrer le message dont la teneur suit.

Monsieur le Président,

C'est un honneur et un réel plaisir pour moi de partager avec vous, au nom de Son Excellence **Catherine Samba-Panza**, la vision de mon pays sur les grandes questions du monde et vous entretenir sur l'évolution de la situation en République Centrafricaine. La gravité de la situation qui prévaut aujourd'hui dans mon pays m'impose le devoir de faire l'économie des questions internationales pour appeler l'attention des dirigeants du monde sur le nouveau drame que vit le peuple centrafricain.

Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères félicitations à Son Excellence Monsieur **MOGENS LYKKETOFT**, pour son élection en qualité de Président de cette 70^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Soyez rassuré, Monsieur le Président, du soutien total de la délégation centrafricaine pour la réussite des travaux de cette session qui marque également le 70^{ème} anniversaire de notre Organisation.

A Monsieur **Ban KI -MOON**, Secrétaire Général des Nations Unies, j'exprime mes sincères encouragements et la gratitude renouvelée du Gouvernement et du peuple centrafricain pour son engagement constant, en faveur de la paix, de la sécurité et du développement dans le monde et plus particulièrement pour son implication personnelle dans la résolution de la crise centrafricaine.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Représentants,

Il y a un an le Chef de l'Etat de la Transition présentait devant cette auguste assemblée la situation dramatique qui prévalait dans mon pays tout en lançant un appel de détresse à la communauté internationale afin de se mobiliser au chevet de la République Centrafricaine en proie aux violences aveugles et barbares des groupes armés non conventionnels.

Devant l'horreur et la cruauté des exactions et crimes d'envergure inédite de l'histoire de la République Centrafricaine, votre réponse ne s'est pas fait attendre. La communauté internationale s'est engagée unanimement à soutenir le Gouvernement de Transition qui venait d'être mis en place. Cet engagement s'est concrétisé par l'adoption de plusieurs Résolutions du Conseil de Sécurité dont la Résolution 2149, ayant autorisé le déploiement de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA).

Fort de ce soutien de la communauté internationale, le Chef de l'Etat de la Transition s'était engagé à œuvrer pleinement pour l'établissement du dialogue entre les différents acteurs afin de rechercher ensemble les voies et moyens de retrouver la cohésion sociale et amorcer le processus de la stabilisation du pays. Il s'agissait d'instaurer un climat apaisé, de confiance devant permettre un retour au vivre ensemble.

La crise était profonde et complexe.

Elle nécessitait une réponse vigoureuse et globale que le Gouvernement de Transition à lui seul ne pouvait apporter. Afin de sortir de cette impasse, le Gouvernement de Transition a élaboré, avec l'appui de la communauté internationale, une feuille de route avec pour priorités :

- La restauration de la sécurité et la consolidation de la paix ;
- L'assistance humanitaire ;
- Le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national ;
- La relance des activités économiques et l'amélioration de la gestion des Finances Publiques, et ;
- L'organisation des élections libres, transparentes et démocratiques pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Monsieur le Président,

En dix-huit mois de Transition, des progrès considérables ont été réalisés.

Au plan politique,

Après la signature des Accords de cessation des hostilités à Brazzaville le 23 Juillet 2014, des consultations populaires à la base, organisées à travers tout le pays, ont abouti à la tenue du Forum National du 04 au 11 Mai 2015, regroupant toutes les forces vives de la nation, y compris les groupes armés. Il a débouché sur l'adoption d'importantes recommandations et la signature des engagements par les groupes armés pour renoncer à la violence. Le processus électoral se déroule normalement et le Gouvernement s'est engagé à organiser les élections conformément au chronogramme établi par l'Autorité Nationale des Elections (A.N.E) qui fixe les échéances à la fin du mois de Décembre 2015. Ce processus est irréversible la population centrafricaine est déterminée à aller aux urnes pour choisir démocratiquement ses dirigeants.

En 2011, alors que le pays était en paix, le nombre des inscrits était de 1.600.000 électeurs. A ce jour, malgré la crise nous sommes à 1.590.000 électeurs inscrits. Ceci témoigne de l'engouement du peuple à retourner à l'ordre constitutionnel.

Au plan sécuritaire,

Depuis le déploiement de la MINUSCA le 15 Septembre 2014 jusqu'aux derniers évènements, la situation se normalisait progressivement sur toute l'étendue du territoire national. La Capitale Bangui commençait à retrouver son charme avec la reprise des activités socioéconomiques.

En attendant le processus de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement(DDRR), un programme de pré-DDR avait été lancé par le cantonnement des éléments des ex groupes- armés qui sont utilisés dans les travaux communautaires.

Sur le plan humanitaire,

La situation est redevenue alarmante depuis cette date fatidique du 25 Septembre 2015. Alors que le nombre des déplacés internes s'était sensiblement réduit il y a une semaine, nous assistons à une augmentation vertigineuse qui porte à près de 30.000 déplacés à Bangui . Cependant celui des réfugiés est passé de plus d'un (1) million en 2014, à environs 460.000.

Au plan économique,

Le taux de croissance qui était de **-37%** au fort de la crise en 2013 est passé à **1,3%** en 2014 et la prévision pour 2015 est de 5,5%.

Ces progrès résultent de l'appui de la communauté internationale qui a créé les conditions nécessaires pour la mobilisation des ressources et des appuis des partenaires bilatéraux ou multilatéraux.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, après un an de travail inlassable avec les efforts conjugués du Gouvernement de Transition et de la communauté internationale, nous aurions pu déclarer, avec satisfaction il y'a une semaine, que le drame est derrière

nous, que la République Centrafricaine se relève progressivement de ses cendres et reprend peu à peu sa place dans le concert des nations.

Hélas! Au moment où nous sommes venus annoncer aux Nations Unies les résultats encourageants du processus de la Transition qui tend à sa fin, par l'organisation des élections d'ici la fin de l'année 2015, les ennemis de la paix ont, une fois de plus, porté un coup dur au processus depuis le 25 Septembre par des violences aveugles, des assassinats et crimes odieux faisant des dizaines de pertes en vies humaines et des destructions des biens publics et privés et le déplacement massif de la population.

Cette situation démontre à l'évidence que la paix et la réconciliation restent fragiles et exigent des actions plus vigoureuses et soutenues pour éviter à mon pays de retomber dans un nouveau cycle de violence généralisée qui risque de remettre en cause tous les acquis de la Transition chèrement obtenus grâce à la détermination du gouvernement et du peuple centrafricain et au soutien constant de la communauté internationale.

Pendant dix-huit mois, l'aspiration légitime du peuple a la stabilité et au développement reste tributaire de la situation sécuritaire très fragile comme l'atteste les violences qui secouent la ville de Bangui en ce moment.

Monsieur le Président,

J'ai conscience que plusieurs foyers de crises se sont multipliés dans le monde aujourd'hui, que notre organisation fait face à plusieurs défis à la fois, que les ressources s'amenuisent de plus en plus.

Mais, souvenez-vous de ces milliers d'enfants, de femmes, de vieillards, d'infirmités et autres personnes vulnérables odieusement et lâchement assassinés, violés, humiliés ou contraints de quitter leurs demeures pour trouver refuge dans des endroits insalubres et inhumains, sous la pluie, sans abris, parce que poignée d'individus ont décidé de réaliser leur funeste dessein de déstabilisation de tout un peuple afin d'assouvir leur soif du pouvoir.

C'est pour celles et ceux-là, que je vous adresse ce message. C'est pour celles et ceux-là, que je demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies, de renforcer le mandat de la MINUSCA afin de mieux combattre ces ennemis de la paix et redonner espoir au peuple centrafricain meurtri.

C'est aussi pour celles et ceux-là, que je demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies d'envisager l'allègement du régime de sanction à l'égard de l'Etat Centrafricain notamment en ce qui concerne la formation et l'équipement de nos forces de défense et de sécurité dans le cadre de la coopération bilatérale.

Dans cette perspective, l'accélération du processus de la Réforme de Secteur de la Sécurité(RSS), du pré-DDR et du DDR apparaisse comme la priorité absolue, voire immédiate vers la reconstitution d'une armée républicaine, multi-ethnique et représentative de toutes les régions du pays, capable d'appuyer les actions des forces internationales.

Aussi, je reste profondément préoccupée par la question de l'impunité, qui se perpétue en dépit des sanctions prescrites par les Résolutions 2127 et 2134 du Conseil de Sécurité à l'égard de certaines personnalités centrafricaines. La non application des dispositions de ces résolutions est l'une des causes de la persistance des groupes armés et des violences dans le pays.

C'est ici le lieu, de rendre un hommage mérité à la MINUSCA et à tous ceux qui ont contribué à redonner espoir au peuple centrafricain notamment, les pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de la CEEAC, de la CEMAC, de l'OCI, de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs ainsi qu'à la France, aux Etats-Unis d'Amérique et au Maroc.

Monsieur le Président,

Cette Assemblée Générale se tient dans un contexte de menaces généralisées qui interpellent tous les pays épris de justice et de paix. Qu'il s'agit d'**Al Qu'Aïda au Maghreb Islamique, d'Al Shebab, de BOKO HARAM ou encore de l'Etat Islamique**, le terrorisme constitue une menace pour l'humanité toute entière et doit retenir l'attention de tous les dirigeants du monde qui doivent coopérer, quel que soit leur conviction idéologique ou religieuse, à éradiquer ce fléau.

La République Centrafricaine n'est pas épargnée de ces menaces car, en plus des groupes armés qui massacrent impunément la population civile, mon pays fait face depuis plus d'une décennie à la **LRA de Joseph KONY** qui sème la désolation au Sud-Est du pays.

La porosité des frontières au Nord-Est et au Nord-Ouest du pays, fait de la République Centrafricaine un sanctuaire potentiel sinon probable du terrorisme en particulier le **BOKO-HARAM**.

C'est pourquoi, le rétablissement de la sécurité et la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire national, constitue la priorité des priorités afin d'éviter à la République Centrafricaine de devenir une zone de repli, de recrutement ou d'approvisionnement des groupes terroristes.

Monsieur le Président,

Aux conflits armés et au terrorisme, s'ajoutent les pandémies du VIH/SIDA, de la fièvre Ebola, de la pauvreté qui rendent de plus en plus précaire la situation de la majorité des populations de notre planète. Ces pandémies requièrent une solidarité internationale accrue entre les Etats et un partenariat soutenu entre les gouvernements et la société civile pour les éradiquer.

L'autre défi majeur auquel fait face notre humanité est **le changement climatique**. Ce dérèglement du climat est source d'aggravation des inégalités géographiques, sociales et écologiques avec ses corollaires néfastes : la pauvreté, la crise migratoire et l'amenuisement des ressources pour les générations actuelles et futures.

Mon pays, qui fait partie du bassin du Congo, participe à travers ses forêts à la préservation de l'équilibre écologique mondial mais, il est classé parmi les pays les plus pauvres au monde, donc plus vulnérable. Nos priorités de développement restent l'adaptation aux impacts négatifs du changement climatique à travers l'appui de la communauté internationale pour un accès des pays du sud aux financements additionnels et au transfert de technologies propres.

Dans cette perspective, les conclusions de la prochaine Conférence de Paris prévue pour le mois de Décembre 2015 constitueront un signal fort de tous les décideurs de la planète à œuvrer ensemble pour offrir à la génération future un monde où il fera bon vivre.

D'autres enjeux comme le respect des droits humains, l'Etat de droit et la bonne gouvernance, sont les conditions d'une paix et d'une sécurité durable. Mais le respect des droits de l'homme ne doit pas constituer un alibi pour faire place à l'impunité. Il doit s'exercer dans le cadre de la justice équitable qui permet aux auteurs des crimes graves de répondre de leurs actes.

Le respect des droits humains c'est aussi le règlement pacifique des différends, le respect de la liberté d'expression, de la préservation de l'intégrité territoriale des Etats.

La République Centrafricaine demeure convaincue que la prévention des conflits et leur règlement par des moyens pacifiques, constituent le gage le plus sûr, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

C'est pourquoi, mon pays continue de soutenir le principe du règlement politique de la question du Sahara marocain dans le cadre des orientations définies par les Nations Unies. Mon pays salue les positions encourageantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies exprimées à travers les différentes Résolutions adoptées depuis 2007, qui posent les bases crédibles d'un règlement politique, mutuellement acceptable par les différentes parties. La République Centrafricaine reste et demeure solidaire de tout processus engagé dans le cadre des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Ce 70^e Anniversaire de l'ONU nous offre, l'opportunité d'amorcer les réflexions sur la réforme des instances de notre organisation pour les adapter aux réalités du monde actuel. Il faut donc tracer une nouvelle voie pour la paix et la sécurité mondiale, en engageant une réforme de la principale instance, le Conseil de Sécurité, pour le rendre plus représentatif des différents continents et plus accessible au pays du sud.

La République Centrafricaine soutient le processus de cette Réforme, qui pourra rendre l'ONU plus aptes au règlement des grandes questions internationales afin de mieux répondre aux attentes des Nations. Mon pays plaide également pour un encadrement du droit de véto en allégeant la procédure de l'action internationale dans les situations de conflits ou de catastrophes qui présentent les risques de crimes de masse et de crime contre l'humanité.

Je formule le vœu que cette 70^e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, soit l'occasion historique où les dirigeants du monde prendront unanimement et courageusement l'engagement de revitaliser notre organisation avec la même détermination que leurs prédécesseurs il y'a 70 ans.

Je vous remercie.